



Crise sociale, question nationale et violence urbaine. Retour sur la mystérieuse *Kale Borroka* en Espagne.

Jérôme Ferret

Université Toulouse 1 Capitole

E-Mail : jerome.ferret@ut-capitole.fr

Papeles del CEIC

ISSN: 1695–6494



Volumen 2012/2

84

septiembre 2012

Resumen	Résumé
Crisis social, cuestión nacional y violencia urbana. La misteriosa <i>Kale Borroka</i> en España	Crise sociale, question nationale et violence urbaine. Retour sur la mystérieuse <i>Kale Borroka</i> en Espagne
Proponemos en este artículo regresar sobre el fenómeno de la <i>Kale Borroka</i> presentando un nuevo régimen de comprensión de esta violencia callejera que se desarrolla desde principios de la década de los 90 en el País Vasco. El razonamiento se desglosa en un juego de 5 hipótesis que son otros tantos problemas sociológicos generales pudiendo servir de matriz de comparación con otras formas de violencia urbana vigentes particularmente en Francia.	Nous proposons dans cet article de revenir sur le phénomène de la <i>Kale Borroka</i> en présentant un nouveau régime de compréhension de cette violence de rue qui s'exprime depuis le début des années 1990 au Pays Basque en Espagne. Le raisonnement se décompose en un jeu de 5 hypothèses qui sont autant de problèmes sociologiques généraux pouvant servir de matrice de comparaison avec d'autres formes de violence urbaine à l'œuvre en particulier en France.
Palabras clave	Mot clés
Violencia urbana, País Vasco, España, juventudes, activismos, violencia social, cuestión nacional	Violence urbaine, Pays Basque, Espagne, jeunesse, activismes, violence sociale, question nationale
Índice	
1) Introducción	2
2) Hypothèses.....	5
3) Hypothèses 1 et 2.....	7
3.1. Le changement de paradigme: de l'accumulation de forces à la socialisation par la souffrance	11
3.2. De nouvelles pratiques inspirées de la violence sociale non radicale nationaliste.....	13
3.3. Le travail de production de discours à l'attention d'une communauté de souffrance	14
3.4. La <i>kale Borroka</i> et ses cadrages policiaro-médiatiques: une guerre de mots très efficace.....	17
4) Hypothèses 3 et 4.....	19
4.1. Un espace confrontationnel seulement virtuel?.....	20
4.2. Une interaction raisonnée pratique: les mises à l'épreuve contra-étatiques et la contestation de la concentration de force	23
4.3. Ciblage policier et effets structurants	25
4.4. L'incohérence des chiffres et le montage policier de la réalité "borrokiste": la mise à l'épreuve de l'Etat.....	28
4.5. Maltraitance et violences policières.....	29
5) Hypothèse 5	32
5.1. Vigilantisme moderne, auto-justice et violence réparatrice.	36





6) Conclusion	38
Note de contexte	40
Note methodologique	44
7) Bibliographie	47

1) INTRODUCCION

Nous nous intéressons dans cet article à une violence de rue pratiquée par une “*jeunesse radicale*” dans la région autonome du Pays Basque en Espagne qui a fait l’objet d’une forte médiatisation depuis le début des années 1990 —voir encadré en fin d’article—. Nous appréhendons cette violence comme un cas de figure qui recèle bien des qualités pour celui qui observe ces phénomènes de violence de rue en particulier en France mais qui s’interroge plus globalement sur les relations existant entre les transformations sociales, la question nationale et les violences collectives de rue¹. En prenant appui sur ce cas d’étude élargi, nous voudrions montrer que les significations de cette famille de violences débordent pour le moins le périmètre des catégorisations les plus fréquentes dans différents champs. Cette violence échappe en partie à ceux qui prétendent en saisir la totalité; en un mot, elle n’est ni une violence aveugle, gratuite, dégénérative fruit d’une marginalisation économique ou une violence simplement rituelle et elle n’est pas non plus une violence stratégique totalement contrôlée par une organisation dotée d’un projet de terrorisation de la société.

Dans nombre de situations de violence urbaine² dans des sociétés européennes, le problème est le suivant: le sens de ces ruptures de l’ordre normal des

¹ Nous précisons pour le lecteur que cet article est tiré d’un travail d’HDR —*memoria de cátedra*— que nous réalisons depuis 2009. Ce travail est intitulé: “Crise sociale, question nationale et reconfiguration de la violence urbaine: le cas de l’Espagne”. Il est réalisé sous la direction de Michel Wieviorka et d’Alfonso Perez Agote. Nous étudions par ailleurs le cas de la Catalogne et la montée des violences de rue ethnicisées.

² Le concept de violence urbaine pourrait être discuté longuement. Dans notre cas, l’expression “violence urbaine” déclinée sous différentes formes de “violences urbaines” doit être entendue comme l’euphémisation d’une violence sociale liée aux rapports sociaux d’exclusion sociale ou culturelle ob-



choses se dérobe à mesure que l'on cherche à le figer dans le moment de la violence en oubliant tout ce qui peut générer cette violence et en l'enfermant dans des catégories analytiques trop pures. C'est en tous les cas l'hypothèse générale que nous faisons: les caractéristiques de la violence sociale engendrée par toute société et a fortiori par la "société basque" —sans toutefois céder à la tentation d'exhumer un *habitus national*— se sont d'abord considérablement transformées à partir des années 1980 et les jeunes qui la vivent dans leurs expériences (Dubet, 1994) ont eux aussi changé de repères et de modes de sociabilité. Ces changements profonds ont induit de nouvelles formes de victimisations qui peuvent être lestées par une question nationale ethnicisée.

Néanmoins, en aucune façon, l'expression d'une appartenance nationale constamment singularisée ne saurait envelopper complètement ces victimisations. La nouvelle question sociale enfantée par les années 1980 en Espagne dans le sillage du post-franquisme, est, selon nous, relativement ignorée par les analyses alors qu'elle a tracé les contours de l'expression de nouvelles subjectivités qui vont mettre à l'épreuve la sensibilité nationaliste radicale et la modifier profondément. C'est dans cette succession aléatoire de micro-histoires qu'il faut comprendre le développement de cette violence urbaine.

La *Kale Borroka* peut aussi présenter un avantage comparatif raisonné: sortir du seul contexte espagnol nous permet d'envisager différemment la violence de rue des banlieues françaises par exemple en partant de la question de sa labellisation, de la lutte cognitive engagée autour de la question de savoir si oui ou non c'est une violence politique. Dans un cas, au Pays Basque, il est frappant de voir que la violence de rue est souvent réduite à une violence radicale, une violence surdéterminée

jectifs ou subjectifs, "l'urbain" comme territoire n'étant que le lieu de la projection spatiale de ces mêmes rapports sociaux (Macé, 1999).



en quelque sorte. En France, au contraire, la “violence des quartiers” —en référence notamment aux émeutes de l’automne 2005 de jeunes français issus de l’immigration contre les forces de police dans certains quartiers de grandes villes françaises— est toujours difficile à qualifier et elle résiste aux cadres analytiques traditionnels comme s’il était tabou de reconnaître qu’elle soit justement une violence politique (Ocque-teau, 2007, Ferret, 2009).

Dans les deux situations, hormis le fait que nous parlons de contextes sociaux différents, ces deux violences soulèvent des problèmes généraux et c’est en cela que le regard croisé est possible (Bourdieu, 2012): on en sait peu au final sur les acteurs de ces violences ou plutôt sur les sujets de ces violences, sur leur travail de subjectivation d’expériences sociale et de mise en pratiques. Or, nous considérons que cette violence urbaine n’est pas une simple stratégie adaptative, un répertoire d’action ou un dysfonctionnement: elle nous dit de l’Etat ce que la politique institutionnelle nous dit pas ou plus (Ferret, 2010). Elle vient là où la politique classique s’absente et révèle des enjeux contemporains qui vont au delà des définitions officielles. Je propose donc une lecture différente de la violence de rue dite *Kale Borroka* en disant que cette violence porte en elle un certain nombre de problèmes généraux liés aux questions de sens, de logiques de situations et de liens entre idéologie et action.

Pour commencer, on ne peut pas nier que cette violence soit en partie mise en œuvre par des jeunes militants radicaux basques. On ne peut pas nier non plus qu’il y ait une connexion entre ces jeunesses radicales et un projet d’instrumentalisation de cette violence par une organisation ouvertement violente. Très directement, cette violence de rue “*intéresse*” ou désormais devrions–nous dire intéressa les membres d’une organisation terroriste historique comme E.T.A et plus largement le mouvement de la gauche nationaliste radicale dite *abertzale* (patriote); une telle organisation terrorisante n’existerait pas sans un climat et un espace de



polarisation politique dans lesquels elle constituerait une sorte d'extrémité. Les signes de respect, d'identification, d'adhésion voire de connexion philosophique ou simplement esthétique à la lutte terroriste de la part de sujets socialisés sont réels. Tous ces facteurs constituent les traits d'une communauté symbolique de souffrance (Letamendia, 1997) à laquelle la gauche *abertzale* et l'organisation terroriste vont adresser leurs discours.

Toutefois, plutôt que de parler de violence organique, déclinant une stratégie claire, nous parlerons d'une violence mise en œuvre par une communauté symbolique animée par un sentiment de souffrance et de victimisation. Cette violence autonome et aut centrée est également l'expression parfois incontrôlée d'un vigilantisme nourri de la matrice antirépressive doublée d'une incertitude liée aux nouvelles conditions socio-économiques globalisées. Nous déclinons plus précisément cette problématique en posant un jeu de 5 hypothèses.

2) HYPOTHESES

Hypothèse 1: les cadrages cognitifs de cette violence sont le produit d'une double création performative aux effets sociaux très puissants. La première est une création performative opérée par la gauche radicale indépendantiste dans la période charnière que nous situerons entre 1986 et 1994, temps pendant lequel la gauche *abertzale* a pu élaborer un cadrage de lutte prenant en compte les nouvelles conditions sociales. La seconde création est le produit des classifications et des catégories utilisées par les institutions médiatiques, policières voire académiques. Cette coproduction expliquerait, selon nous, l'autonomisation de cette violence de rue, sa relative permanence et ce alors même que le projet et la capacité de mobilisation du nationalisme radical sont disputés et marginalisés avec l'affaiblissement de la capacité de lutte de l'organisation violente E.T.A et la condamnation sociale de cette violence.



Hypothèse 2: cette violence de rue reste en partie autonome dans sa dynamique. D'une part, elle naît de la société basque et des changements sociaux profonds survenus dès le début des années 1980, des tensions sociales internes mais également externes. D'autre part, on ne peut réduire cette violence à une création de l'organisation terroriste E.T.A comme on créerait des écoles de la violence. Ces groupes d'acteurs plus ou moins formels surgissent de la propre jeunesse soumise à la redéfinition de la question politique mais aussi sociale. C'est ici qu'il est permis de questionner la nature du lien entre cette violence de rue et la violence terrorisante.

Hypothèse 3: la dynamique d'une telle violence de rue peut, à la longue, se centrer sur elle-même et s'auto-socialiser en s'alimentant de sa répression qui change de visage à partir du début des années 1990. C'est pourquoi, il est important de creuser cette piste: les politiques policières ont participé à la constitution d'un espace de confrontation virtuel et réel, cette violence naissant et perdurant dans cet espace d'interactions raisonnantes.

Hypothèse 4: cette violence de rue est protéiforme dans ses fabrications. Elle est le fruit d'expérimentations, de pratiques imitées d'autres familles d'activismes violents préexistants. Ces fabrications sont synonymes de savoir faire qui se transmettent et décomplexent ceux qui auraient comme projet hypothétique de s'essayer et parfois s'ancrer dans la violence de rue. Ces espaces s'autonomisent à la longue avec la disparition des cadres idéologiques organisateurs au début des années 1990.

Hypothèse 5: les explications de cette violence masquent trop souvent les subjectivités à l'œuvre dans ses différentes expressions. Les questions du sujet et du sens sont écrasées, aplaties par les différents cadrages cognitifs de cette violence de rue. Nous considérons qu'il faut en revenir à une phénoménologie des protagonistes en rompant avec le seul raisonnement stratégique ou rationaliste (Reinares, 2001; De la Calle, 2007) ou à l'inverse ludique (Elzo, 1996) ou essentiellement rituel



(Douglass, Zulaika, 1990). Une sociologie de la violence s'efforcera d'étudier les ressorts d'une connexion idéologique complexe, se déclinant sur plusieurs registres de sens. C'est dans cet espace que ce projet doit se déployer, dans la virtualité et la pluralité de sens attribuées aux situations par les acteurs. Il convient ici d'entrer dans la structure de ces dernières, de leurs histoires pour montrer que très paradoxalement, pour exemple, les affrontements directs sont très peu nombreux et très limités. De même, la violence de rue est circonscrite et encadrée par des règles pouvant relever d'un contrôle social interne, ceci contredisant la thèse d'une violence dégénérative apolitique ou antipolitique qui serait pratiquée par des individus issus de classes défavorisées enclins à détruire gratuitement.

3) HYPOTHESES 1 ET 2

La *Kale Borroka*, les *Kale Borroka* ne sont pas des inventions de la gauche radicale indépendantiste. Cette violence a été revendiquée par le mouvement nationaliste radical, qui se l'est réapproprié —l'a vampirisé même— mais il faut chercher ses racines dans la mutation de la conflictivité des mondes industriels et ouvriers durant la reconversion industrielle des années 1980³ consubstantielle de l'émergence d'une culture de contestation socio-institutionnelle. Il est ainsi permis de dire qu'il y existe une probable corrélation entre le déclin de la conflictivité dans les mondes du travail et l'hégémonie de la question du conflit national dans sa dimension urbaine et violente de telle sorte que cette vampirisation a rendu impossible la différenciation entre tous ces espaces conflictuels, entre les différentes luttes sectorielles. Les stratégies policières et médiatiques ont participé à la confusion de tous ces espaces et à

³ O peut renvoyer le lecteur au documentaire, *Los astilleros Euskalduna: Una guerra contra el Estado*, retraçant les affrontements de rue survenus à Bilbao en 1984: <http://www.youtube.com/watch?v=txeCkWhQuNA>



la construction d'un paradigme totalisant, la lutte antiterroriste, qui concentre et obscurcit l'espace de compréhension.

Historiquement, il existe une interrelation étroite entre les différents mouvements sociaux et le *MLNV* (*Movimiento de Liberación Nacional Vasco*) qui a toujours développé une politique sectorielle dans l'objectif de contrôler ces différentes mobilisations sociales (Wieviorka, 1994; Tejerina, 2001, 2010; Fernández González, 2011). On peut dire que toutes les violences y compris celles générées par des conflits sociaux détachés de la question nationale basque sont traversés par cette matrice et il est méthodologiquement très difficile de discerner ce qui est effectivement contrôlé par le monde nationaliste radical de ce qui relève d'autres violences strictement sociales —délinquance de rue, malveillances, violences familiales— ou socio-politiques non nationaliste —mouvement des *Okupas*, "sociaux violents" pour reprendre les items de Ruiz Olabuenaga (2005)—. Les acteurs politiques, policiers, judiciaires ont d'ailleurs eux-mêmes toutes les peines du monde à tracer une frontière entre violence sociale de droit commun et violence politique: il n'y a qu'à consulter pour s'en convaincre tous les débats sur la nature juridique des faits de *Kale Borroka*⁴. Nous y reviendrons.

C'est au croisement d'une violence née du conflit basque, d'une part, et des autres violences enfantées par le monde social, d'autre part, que s'encastre la politique d'orchestration de la gauche radicale et la production d'un discours légitimant cette forme de violence urbaine. De fait, les mouvements sociaux anti-institutionnels, pourtant très vivants, n'ont disposé, à partir de la fin des années 1980 que d'une marge d'expression très étroite et ils ont été happés par la dynamique historique du conflit basque. Dans les années 1970–1980, il a existé une affinité élective entre mouvements sociaux et lutte nationaliste inscrite dans une logique d'accumulation de

⁴ "¿'Kale borroka' o 'gamberrismo radical'?", *El País*, Bilbao, 22/08/2010.



forces⁵, mais, progressivement, à partir du début des années 1990, la violence de rue, dominée par l'enjeu nationaliste, se centre sur elle-même, vampirise l'espace de luttes et éclipse les autres violences notamment "antisystèmes" qui renaissent aujourd'hui dans un autre rapport à la violence —comme c'est le cas avec le mouvement des *Indignados* aujourd'hui ou les violences perpétrées par des groupes organisés lors des grèves générales telles le 29 septembre 2011 ou le 29 mars 2012 en marge des manifestations traditionnelles—.

Toutefois, la *Kale Borroka* est née et s'est développée dans le monde de différentes jeunessees basques qu'on ne saurait réduire au seul monde des nationalistes radicaux. Cela a déjà été dit: la stratégie du monde *abertzale* a toujours consisté à prendre pied dans les mouvements sociaux pour créer les conditions de plausibilité d'un univers symbolique d'identification (Perez Agote, 2006) ou les ressorts de l'adhésion d'une communauté de souffrance à la cause nationaliste par la voie violente (Letamendia, 1997). Mais, il ne faudrait pas oublier que ce travail d'enveloppement s'insère toujours dans une société travaillée par différentes famille d'activismes violents, que ces derniers soient en effervescence dans la période postfranquiste, au début des années 1980 ou moins vivaces à partir des années 1990 (Wieviorka, 1988 et Tejerina, 2001, 2010).

Ce projet de lestage a donc toujours été un processus ouvert et ne signifie pas que toute la violence sociale soit canalisée par le monde du radicalisme basque. De même, les stratégies de vandalisme ou d'intimidation à mises en œuvre dans les quartiers des villes basques depuis le début des années 1990 n'ont pas été inventées par les militants proches de l'E.T.A et expérimentés par les seuls jeunes radicaux basques. La plongée dans la période du début des années 1980 montre que de tels moyens d'action ont toujours été légitimes dans les mondes urbains espagnols et no-

⁵ Avec toutes les prises de distance des acteurs syndicalistes, par exemple Wieviorka (1994).



tamment dans les milieux de jeunes politisés de la gauche protestataire, anarchiste mais aussi au sein de cette génération socialisée aux cultures alternatives comme le mouvement *no future* punk ou la *movida* qui, par certains aspects, relèvent de la famille des contre-cultures (Huan Porrah, 2006) synthétisées de nos jours par la famille hétérogène et controversée des “anti-sistemas”.

C’est en tous les cas une époque durant laquelle coexistent des courants de contestation de l’ordre politique, signe d’une postmodernité naissante mêlant crise industrielle, crise urbaine et expérimentations potentiellement autodestructrices — usages de drogues par exemple—, autant de références inscrites dans les mouvements culturels contestataires ou antipolitiques influencés par d’autres contextes nationaux comme l’Angleterre par exemple —mouvement punk basque et le mouvement culturel de la *movida* à Madrid au début des années 1980—.

Nous nous engageons ici dans les pas d’une micro-histoire qui, selon nous, reste largement à faire. Cette dernière devrait pour bien faire essayer de ne pas adopter un raisonnement trop téléologique en pensant non pas ce qui est advenu en découpant des cycles trop précis comme le font trop souvent les théories des mobilisations par exemple, mais en pensant les doutes et les possibles non advenus. C’est fort de ces précautions très importantes au regard d’une sociologie des protagonistes en situation qu’on pourrait dire qu’à la fin des années 1980, la gauche radicale nationaliste connaît une période de transformation complexe⁶. Certains acteurs clés ont pu engager une réflexion sur l’avenir du mouvement et entreprendre de rénover son projet en se fondant sur ces cultures de résistance et de rébellion de rue qui, elles, existaient déjà.

Dans ces conditions historiques particulières, il n’est aucunement question d’imputer à la gauche radicale et l’organisation terroriste le contrôle absolu de ce

⁶ Pour une synthèse récente: Funes (1998) et Quintana Sánchez (2011).



changement: il y a là un piège évident à le penser. Ce travail sous contraintes objectives doit être pensé, selon nous, comme une volonté de “coller”, pour parler trivialement, à la situation. Pour ce faire, ceux qui, dans la mouvance radicale basque, étaient en position de monopole du pouvoir symbolique ont pu réfléchir à ce que nous appelons une politique d’instrumentalisation, d’orchestration et de planification de ces formes de violence de rue qui, au demeurant, ont leurs propres dynamiques complexes.

Les discours nationalistes radicaux pris dans l’incertitude des situations joueront toujours sur cette ambiguïté puisque ces derniers interviendront toujours pour interpréter ce qui se passe dans la rue: ils tenteront tantôt de conférer à ces actes de violence une signification politique explicite ou, au contraire, à nier toute connexion et contrôle logistique de tels actes de vandalisme et destruction, la jeunesse basque n’ayant pas besoin des radicaux pour se soulever contre l’oppression politique et sociale objectives. Nous dirons que le travail nationaliste radical se doit en permanence de créer les conditions d’adhésion, de collaboration à distance, un travail proprement symbolique.

3.1. Le changement de paradigme: de l’accumulation de forces à la socialisation par la souffrance

Là aussi, il conviendrait d’être plus prudent que nous ne le sommes en n’exagérant pas les ruptures historiques et en n’objectivant pas des catégories trop préconstruites. On peut dire qu’il a existé, les différents entretiens que nous avons menés en font souvent état, une première forme de *Kale Borroka* que nous définissons comme défensive, primitive (Tilly, 2010). A la fin du franquisme et au début de la transition démocratique, les fins de fêtes locales ou de manifestations de masse étaient presque toujours le théâtre d’affrontements ritualisés entre jeunes et police ou entre les jeunes d’un même village. La “*Kale Borroka* nationaliste moderne” qui nous est donnée à voir dans notre étude peut, dans certaines situations, reprendre les



formes de cette première. Mais, elle prend également, depuis le début des années 1990, une forme plus offensive et organisée. Une fois dit cela, les questions qui se posent sont de savoir à quand peut-on dater ce glissement dans la nature de violence et quelles contraintes objectives peuvent expliquer sa genèse?

Si l'on fait un premier travail de repérage historique, plusieurs contraintes nouvelles apparues dans les années 1980 sont à prendre en considération pour comprendre ce changement graduel de l'espace de la violence de rue. Elles relèvent de plusieurs registres externes ou internes et expliquent le passage, entre 1988 et 1994 d'un modèle d'action qui peut être défini comme une "accumulation de forces" à celui d'une "socialisation par la souffrance" (Quintana Sánchez, 2011: 65-66, 95-96). Sur un plan externe, la transformation de la politique policière et le changement de paradigme répressif atténuent fortement la capacité opérative interne d'une organisation comme E.T.A. La volonté du gouvernement français d'abandonner la philosophie de la sanctuarisation suivie de l'adoption de la loi de 1986 et du nouvel arsenal antiterroriste débouche ainsi sur l'extradition massive d'etarras vers l'Espagne.

Un autre registre est celui de la stratégie institutionnelle et de la lutte dans l'espace politique légitime. Au Pays basque dans la moitié des années 1980, il semble que la violence politique perde peu à peu son appui populaire. La génération des fondateurs d'E.T.A vieillit et les jeunes recrues potentielles issues du monde universitaire ou traditionnel catholique se détournent de l'organisation terroriste. L'économie du schéma idéologique et tactique et la structuration du système nationaliste radical avec son agencement d'organisations (*KAS*) ont pu s'en trouvé modifié: c'est du moins ce souci qui s'exprime explicitement dans les écrits d'anciens leaders radicaux⁷.

⁷ Cette inquiétude se retrouve dans les témoignages d'anciens etarras: à la fin des années 1980, un des leaders d'E.T.A reconnaît d'ailleurs avoir considéré ce type de "terrorisme juvénile" comme très intéressant: il aurait un coût opérationnel moindre pour E.T.A; la plupart des jeunes participants à ces



3.2. De nouvelles pratiques inspirées de la violence sociale non radicale nationaliste

Quand on interroge longuement un des acteurs qui a vécu cette transition de la fin des années 1980⁸, surgissent des questions fondamentales relativement ignorées ou trop tenues pour évidentes dans une logique d'une histoire naturelle des mouvements sociaux: comment et surtout dans quel espace, a été pensée puis configurée cette *Kale Borroka* plus organisée et offensive? De quelles techniques ont pu s'inspirer ces jeunes militants et comment ont-ils été formés?...

Pour ouvrir des pistes, on peut évoquer deux séries d'évènements structurants mobilisés par un ancien responsable de l'organisation de jeunesse *Jarrai* que nous avons interrogé à deux reprises. Le premier d'entre eux est une série d'actes de rébellion et de contestation localisés que sont les attaques contre des intérêts français —voitures brûlées, cabines téléphoniques détruites—, en réponse aux ex-traditions de militants basques et *etarras* dans la foulée des lois dites Pasqua adoptées en France en 1986. Voitures brûlées, actions de rue, détériorations sont autant de techniques urbaines qui seront reprises et systématisées par la suite. Une autre série d'engagements plus durables et organisées a joué un rôle et constitué un terrain d'apprentissage: des mobilisations sociales ont eu lieu au Pays Basque à la fin des années 1980 contre des projets d'infrastructures sur le territoire basque et notamment ce qu'il est convenu d'appeler les mouvements de *Leizáran* (1985–1992),

violences étant des mineurs, ils ne seraient exposés qu'à des peines relativement basses; ces actions violentes seraient une sorte de formation pour ceux qui désireraient devenir des membres de l'organisation. Cette technique de lutte de rue a ainsi pu devenir un référentiel et un outil de socialisation pour les organisations radicales.

⁸ Nous avons choisi, pour essayer de reconstruire cette histoire, de nous appuyer sur deux longs entretiens réalisés avec un ancien leader des organisations de jeunes radicaux *Jarrai* entre 1988 et 1994. Le récit de son activisme pendant cette période soulève de nombreuses interrogations. Lors de cette entretien, l'acteur interrogé utilisa souvent des expressions telles "ils ont pu penser", "ils ont pu interpréter que". Cette expérience d'enquête montre qu'une micro-histoire des transformations des cadres d'objectivation des conditions de la violence doit passer par l'étude de la réception et l'interprétation des discours par ceux qui peuvent agir, par ceux qui sont en condition de faire.



du nom d'une contestation populaire ouverte contre un projet de construction autoroutière (Lizarralde, 2009; Fernández, 2009). La campagne réussie de sabotages où des groupes de combat de rue ont joué un grand rôle a ouvertement conduit la gauche *abertzale* à réfléchir à l'opportunité de donner une structure continue et ordonnée à ce type de violence organisée, renouvelant ainsi les cadres de l'opposition sociale (Letamendia, 1997). Enfin, une série d'occupations de maisons communales, de centres sociaux autogérés dans la mouvance des groupes *Okupas* comme celle de la *Gaztetxe* de Bilbao en 1988 a également constitué un terrain expérimental de techniques de déstabilisation de rue.

Toutes ces mobilisations ont donné lieu à des intimidations, des blocages, sabotages, des destructions de biens et des actes de vandalisme dirigés contre des institutions ou des biens symbolisant pour les agresseurs des intérêts officiels ou capitalistes, les deux étant liés pour ces derniers. Ils ont constitué une source d'inspiration pour les organisations radicales comme en atteste les écrits d'un des leaders d'E.T.A, *Txelis*, en 1991 (Gurruchaga, 2001: 288-289). Ainsi, les organisations radicales en lien avec E.T.A ont pu trouver dans ce type de technique une solution et une stratégie adaptative, l'objectif ayant été de capter des jeunes en s'appuyant sur les nouvelles sociabilités et mentalités urbaines et ses nouvelles formes d'activisme. C'est donc dans ces années qu'il faut situer la naissance et la structuration d'un nouveau projet d'orchestration et de monopolisation/concentration de la contestation radicale juvénile qui peut apparaître étrangement comme un travail d'Etat ou de contre Etat (Bourdieu, 2012; Letamendia, 1997).

3.3. Le travail de production de discours à l'attention d'une communauté de souffrance

A partir de là, un travail symbolique va être réalisé par la gauche radicale pour justifier les actes de sabotage, d'intimidation qui puisse servir de cadre d'adhésion et



d'engagement pour des jeunes basques. Comme le montre Van den Broek (2004)⁹ dans le seul travail réalisé sur cette question, ce discours de légitimation de la violence peut, comme nous le suggérons, intervenir *ex ante* ou *ex post*. Dans cette division, les messages de légitimation sont destinés à deux types de récepteurs: aux activistes, aux sympathisants du mouvement nationaliste radical et à la société basque en général.

La légitimation *ex ante* s'adresse d'abord au monde non nationaliste. Elle centre son message sur la nécessité d'intensifier la lutte pour l'indépendance et de socialiser le peuple et les jeunes par la souffrance. La ligne d'argumentation est la suivante: le Pays basque est privé de structures vraiment démocratiques et subit l'oppression des états espagnols et français. La lutte des basques est une lutte défensive et est censée préserver une culture et une langue. Elle doit impérativement regagner la liberté et des droits démocratiques. Dans cette perspective, les options non violentes apparaissent inefficaces. Dans les discours, la lutte de rue devient un outil privilégié destiné à forcer l'Etat à négocier avec E.T.A quand ce dernier l'estime possible en contrôlant l'agenda setting et le calendrier des négociations. L'idée est que la radicalisation de la *kale borroka* et les formes semblables de lutte produisent une atmosphère de tension continue: le sentiment d'insécurité dans la rue ferait accepter n'importe quelle solution aux populations, ce qui les inciterait à exiger de leurs leaders politiques de mettre tout en œuvre pour atteindre une solution politique. D'autres facteurs peuvent expliquer pourquoi le mouvement nationaliste de gauche a cherché à installer cette atmosphère de conflit et de confrontation: cela a pu apparaître comme la seule voie pratique pour que le *MLNV* obtienne une certaine couverture médiatique.

⁹ La plus grande partie du discours de légitimation de la violence politique dans les années 1990 peut être trouvée dans les documents Oldartzen et Karramarro I et II (Van den Broek, 2004).



La légitimation *ex post* destinée au monde extérieur consiste à mettre la pression sur la société basque en variant quelque peu le discours de légitimation. Si le premier registre se veut intimidant, un second se veut plutôt didactique. Ce discours peut d'ailleurs varier du tout au tout en fonction des cycles politiques. Il existe, par exemple, une différence tranchée de discours dans les documents produits par le *MLNV* et les porte-parole du mouvement des jeunes *Jarrai* dans la première moitié des années 1990 et les discours de légitimation des nationalistes interviewés en 1998 et 1999 (Van den Broek, 2004).

Les légitimations *ex ante* et *ex post* à vocation interne visent, quant à elles, le recrutement de jeunes susceptibles de passer à l'acte ou à maintenir la foi en quelque sorte de ceux qui sont déjà convaincus. Ces opérations passent par l'alimentation permanente du sentiment de victimisation de ces derniers par, *ex ante*, l'explication et la justification du choix des cibles potentielles —la police basque, les partis modérés, les banques— et *ex post* par l'apprentissage et l'accélération de la maturation idéologique. Il s'agit non seulement d'éveiller la conscience politique mais également de motiver la participation dans la lutte. L'implication directe d'un jeune adolescent dans une action de rue augmenterait sa maturité idéologique et assurerait en quelque sorte la pérennité de son identification au mouvement. Quant aux objectifs potentiels de lutte populaire, les institutions de l'Etat espagnol —polices et pouvoir judiciaire, banques, presse— sont clairement identifiés comme les ennemis principaux. Car, pour les membres de ce mouvement, c'est une source de frustration constante de voir que beaucoup de leurs déclarations, de leurs démonstrations, manifestations ou grèves de la faim en faveur de prisonniers basques sont presque systématiquement ignorées, non seulement par les médias espagnols, mais aussi par les medias basques.



3.4. La kale Borroka et ses cadrages policiaro-médiatiques: une guerre de mots très efficace

Ce travail symbolique destiné aux récepteurs d'une communauté de souffrance fait écho à l'assignation de sens opérée par les institutions que sont les médias et les agences de contrôle social. Cet espace de confrontation discursif est d'ailleurs tellement sous tension qu'il tourne à la surenchère lexicale, signe d'une détérioration profonde du langage, les mots finissant par ne plus rien signifier. Ainsi, dans cette guerre ouverte, les institutions de la société et les ses sujets ne sont pas les seuls à pâtir du conflit: le langage dégénère aussi. Les mots eux-mêmes finissent par changer de sens comme si cette hystérisation des définitions dévoilait, à son insu, une perte de contrôle de tous les acteurs pris de panique.

Il est pourtant permis de douter du caractère incontrôlé de l'emballement discursif. Ces discours constituent une violence symbolique en ce qu'ils détériorent consciemment le langage qui devient un espace de lutte sans merci. La connaissance de cet espace juvénile ne progresse pas d'un pouce voire régresse sous les coups de telles charges stigmatisantes. Cet espace de sens actif auxquels peuvent participer certains sociologues se propose, outre de mettre en récit ces phénomènes, d'en donner une grammaire, une lecture, qui, agrégées, débouchent sur une guerre culturelle en dessinant une frontière morale dessinant des enjeux de dénonciation. La médiatisation à outrance de cette violence, outre sa surreprésentation comparée à la sous-exposition d'autres violences totalement passées sous silence (violence criminelle, économies souterraines, violences intrafamiliales par exemple), crée un faisceau de causes et de catégorisations implicites (Oliarzabal, 2002).

Pourtant, ici aussi, il s'agit de traquer autre chose que la dimension purement discursive ou du moins de préciser en quoi la performativité produit des effets sociaux puissants. On peut simplement dire dans une perspective classique de sociologie de la connaissance que les analyses médiatiques de la violence de rue sont



autant de prismes déformants voire inversés des profondes mutations que connaissent les sociétés. Ne disant rien sur la complexité et la profondeur de l'espace social juvénile, elle en dit beaucoup plus sur ces sociétés elles-mêmes, sur les ressorts de l'appropriation et l'interprétation de cette violence de jeunes. C'est en cela que les médiatisations sont intéressantes: non pas pour ce qu'elles apportent à la définition du phénomène mais pour ce qu'elles dévoilent des mutations sociales profondes et des effets pratiques.

Si l'on lit les différentes labellisations de cette violence dans la presse espagnole, et elles sont fort nombreuses, on peut remarquer que ces définitions alternent entre une définition criminelle de droit commun —“*le borrokiste est un voyou*”— et une définition sur-politique —“*c'est un terroriste de rue*”¹⁰—. Cette variation n'est pas le fruit du hasard: elle traduit dans les discours une préoccupation bien pratique qui est celle de la définition juridique de l'acteur et de la stratégie policière pour contrer cette violence. Dans ce travail en miroir, les mots ne sont pas des expressions innocentes. Ils ont une grande charge émotive et des conséquences sociales lourdes en se muant en mots d'ordre destinés à frapper les esprits. Ces circulent dans les opinions publiques comme autant de registres sémantiques puissants: telle ou telle image utilisée par un responsable dans les médias pour satisfaire un style communicatif peut très bien se convertir en raisonnement pénal justifiant des peines privatives de liberté¹¹. Plus subtilement, il faut bien convenir que l'on ne peut limiter l'analyse de la violence aux seules interactions physiques effectives. Il faut bien prendre en

¹⁰ On peut donner des exemples de définition saisis dans la presse espagnole: *guerilla urbana, lucha callejera, herri borroka, acción directa, enfrentamientos entre manifestantes y policías, jóvenes proetarras, radicales, grupos “Y” de apoyo a E.T.A, terrorismo de baja intensidad, los chicos de la gasolina, alborotadores, vandalismo, gamberrismo juvenil, disturbios, tumultos, algaradas, sabotajes, noches de cuchillos largos, terrorismo periférico, la cantera, el vivero, los cachorros de E.T.A, los alevines de la serpiente, pistoleros de Jarrai, encapuchados de Haika, terroristas de Segi.*

¹¹ Pour prendre un exemple récent, la “cantera de E.T.A” est une formule utilisée par le juge de l'Audiencia Nacional, Fernando Grande-Malarska, *El Mundo*, 28.11.2009.



compte ces logiques discursives qui sont des incapacitations sélectives symboliques (Oliver, 2008; Fillieule, Combes, 2011) aussi puissantes que les répressions effectives (arrestations préventives, infiltrations, renseignement anti-terroriste dirigé contre la violence de rue). Le problème est que ces catégorisations créent un faisceau d'obscurité et masquent les subjectivités qui sont à l'œuvre. L'évènement est en quelque sorte soit sorti de toute motivation soit plongé dans une surcharge de sens (Wieviorka, 2005). Mais, dans les deux cas, l'acteur disparaît; il est écrasé en quelque sorte sous le poids de ses convictions ou par l'absence de ces dernières. Il n'existe pas. Il s'évapore dans le feu de l'action.

4) HYPOTHESES 3 ET 4

Une sociologie de la violence se situe dans un espace singulier qui prend à bras le corps ces luttes de sens. Simplement, au lieu de les contester et les écarter, elle s'intéressera au processus par lequel ces discours deviennent réalité et au travail par lequel les acteurs impliqués dans l'action les rendent tacites et créent les situations de violence. Faute de quoi, on en reste aux représentations et à un constructivisme stérile. Cette élucidation implique le dévoilement de la structure des interactions raisonnantes entre jeunes nationalistes radicaux et les forces de police dans deux espaces de confrontation (Brandom, 2011).

Nous appuierons notre raisonnement sur les premiers résultats d'entretiens que nous avons réalisé avec d'anciens "borrokistes" (cf. note méthodologique en fin d'article). Le jeune activiste peut pratiquer à un moment de sa vie la violence de rue et, dans ce cas, les rites d'institution jouent un rôle fondamental. Néanmoins, la "culture" transmise dans une famille, un groupe d'amis, une cuadrilla, ne doit pas juste être considérée comme un ensemble, un paquet de schèmes intériorisés passivement, une sorte d'ordre mental (Cefaï, 2007: 483 et suivantes). Selon nous, et c'est l'hypothèse que nous avons à l'esprit, elle est juste un contexte d'expériences et sur-



tout d'actions et ce sont ces dernières qui mettent en musique le sens. En s'affrontant aux réalités, à l'écologie, elle peut se transformer et échapper en partie à celui qui se propose de la piloter.

Ainsi, pour le dire vite, la "culture nationaliste", apprise, incorporée dans les rites de groupe de pairs —les *poteos* décrits par Perez Agote (2010)— reste à l'état de système de coordonnées perceptives si elle n'est pas mise en pratiques. Car cette culture n'est pas seulement dans nos têtes: elle est dans le monde et elle se nourrit du raisonnement de ceux qui la combattent. C'est donc dans l'interaction qu'il faut chercher le principe alimentant la violence de rue. Elle se nourrit des formes symboliques disponibles publiquement, légitimant par l'histoire des pratiques l'usage de la violence au moyen d'icônes, de récits de combats passés, des luttes mais aussi de jargons, de codes. Mais toutes ces formes restent en suspens si elles ne sont pas activées dans une réalité. Ainsi l'action organisée advient dans un contexte de sens tissé de drames, d'arguments, de récits, rhétoriques, des dramaturgies, qui donne une culture en action et en interaction.

4.1. Un espace confrontationnel seulement virtuel?

La question est maintenant de savoir comment fonctionne l'interaction et ce qu'elle produit en pratique. Pour creuser cette piste, les travaux d'Aretxaga (2000) sur la violence spectrale au pays basque nous sont d'un grand secours. Dans l'un de ses travaux, elle se propose de décrire la construction de ce qu'elle nomme un espace de confrontation fantasmatique —au sens précis de Lacan (Aretxaga, 2000)— entre les jeunes radicaux et la police autonome basque. Pour elle, la violence est engendrée, matérialisée et reproduite par les rumeurs d'abus et de violences policières infusant dans le dense monde nationaliste balisé par les discussions dans les bars, les rues mais également dans les interactions et les performances de violence de rue. Aretxaga entrevoit davantage cette violence comme une réalité fantastique



que comme un produit idéologique. Selon cet auteur, parler de violence comme une réalité fantastique ne signifie pas que cette violence soit illusoire ou qu'elle relève d'une quelconque pathologie sociale. Cela signifie plutôt que dans ce contexte basque les expériences de la violence correspondent à des réalités différentes dont la force est aussi assurée par son caractère invisible et construit.

Pourtant, pour dépasser la thèse de cette anthropologue, nous disons que la victimisation des deux camps n'est pas une déformation de la réalité, pas plus qu'une illusion, une construction délirante. Elle fonctionne plutôt comme une forme de réalité structurant la subjectivité des acteurs qui finit par devenir une réalité envahissante, monopolisant les représentations. La violence finit par devenir un horizon quotidien et par produire ses propres effets et sa propre violence vigilante nourrie des effets structurants de la répression policière.

La même chose peut être dite pour les agents de l'*Ertzaintza*, la police autonome basque, qui ressentent le même sentiment d'harcèlement de la part de jeunes pratiquant cette violence de rue, s'estimant même êtres prisonniers d'une guerre fratricide. Ce sentiment peut même renforcer la légitimité de la violence institutionnelle y compris dans des dimensions qui débordent le cadre de la violence encadrée par le droit. Car, les institutions policières prises dans une injonction contradictoire peuvent être tentées de surjouer leur rôle en suraffirmant leur capacité à avoir raison quelles que soient les circonstances des usages privés de la force: la fonction de protection ne doit laisser aucun signe de faiblesse.

Il faut donc bien prendre garde à ce que ces approches dramaturgiques ne laissent pas entendre que les représentations des jeunes radicaux et des jeunes policiers basques sont en partie fantasmés ou instrumentalisés pour justifier une stratégie de lutte. Il y a évidemment un danger à vouloir scénariser ces discours en les rendant simplement tactiques. Les faits sont têtus et la confrontation est bien réelle: il



n'y a qu'à lire les statistiques d'arrestations et de condamnations pénales pour comprendre que c'est bien plus qu'un espace de confrontation rhétorique.

La violence de rue est un apprentissage et un corpus pratique qui, par les expériences concrètes entretiennent et rénovent la structure de plausibilité sociale essentielle pour maintenir vivante la prophétie nationaliste. Cette structure est, d'abord le résultat d'une trame complexe de relations et d'activités sociales qui impliquent différents degrés de formalisation institutionnelle. Il existe des lieux, des quartiers ou des villages dans lesquels se noue une relation intergénérationnelle. Des institutions, groupes et activités reliées à l'enseignement et l'apprentissage de l'*euskara* contribuent à l'entretien de cette plausibilité du combat (Perez Agote, 2006). Une autre famille d'activités que nous nommerons de protestation politique publique, comme les manifestations de soutien aux activistes prisonniers, ou les campagnes pour le rapprochement des prisonniers vers le Pays Basque voire pour leur amnistie, ou enfin les voyages organisés dans beaucoup de villages pour visiter les prisonniers basques dans les différentes prisons espagnoles remplissent également cette fonction¹². Toutes ces activités constituent ce que Perez Agote définit comme un champ de la vie sociale où il existe des moments intenses, de forte émotion collective qui se constituent par notamment de véritables rituels funéraires de certains héros du nationalisme radical ou de l'organisation armée E.T.A. tués par la police dans une opération de contrôle ou pendant les années quatre-vingt, par les G.A.L., une organisation armée para policière et paragouvernementale (Ferret et Crettiez, 1999).

Les actes de *Kale Borroka*, qu'ils donnent lieu ou pas à des affrontements avec la police anti-émeute, et même s'ils ne sont que des moments limités dans le temps et dans l'espace, peuvent être inclus dans ce cosmos d'activités entretenant la

¹² Ces activités ont été analysées par Casquete (2009), en particulier dans une étude consacrée à la vampirisation des symboles par le nationalisme radical ou par Aretxaga (1989) dans une perspective plus ritualiste.



structure de plausibilité pour les plus jeunes. Nous dirions même que la violence de rue dans ses multiples expressions (voir encadré en fin d'article), est un facteur de validation de ces victimations que nous considérons comme des variables explicatives bien plus opérantes que les hypothétiques déterminismes sociaux.

De telle sorte que l'on peut considérer l'espace de la *Kale Borroka* comme un espace confrontationnel autonome, virtuel et physique qui produit des effets structurants favorisant l'auto-régénération de cette violence; il permettra paradoxalement à l'acteur de se constituer en sujet. Dans des conditions similaires, un tel entrera dans un processus fragile, un autre ne s'engagera pas. Mais, dans un second temps, après s'être constitué en sujet, il faut fonctionner comme tel selon l'expression de Wieviorka (2005), être à la hauteur de sa mise en sujet, pourrions-nous dire. Et c'est dans la confrontation et l'entretien d'un espace confrontationnel avec la répression que nous voyons le moteur principal de ce travail constant de subjectivation, débouchant ou non sur la capacité d'agir, de s'engager ou de se dégager (Wieviorka, 2005: 301).

4.2. Une interaction raisonnante pratique: les mises à l'épreuve contra-étatiques et la contestation de la concentration de force

La police basque est peu à peu entrée dans le cœur du conflit basque et s'est trouvée de plus en plus impliquée dans la répression des actions violentes commises par des nationalistes radicaux. En entrant dans le jeu, en s'institutionnalisant comme police souveraine, elle est devenue, au même titre que les autres forces de police espagnoles, *Guardia Civil* et *Cuerpo Nacional de Policía*, un agent actif de la victimisation des jeunes radicaux nationalistes et sûrement l'un des moteurs permettant la redynamisation de cette violence de rue.

Ce processus est d'abord le résultat d'un changement de discours du mouvement *abertzale* au début des années 1990 (Van den Broek, 2004). Dans le



raisonnement nationaliste radical, la *Ertzaintza*, une police souveraine et du peuple basque menée par le *PNV*, s'est métamorphosée en instrument politique et répressif aux mains de l'Etat espagnol. Dans le discours de la gauche nationaliste, les policiers basques sont qualifiés de "zipaioak", comparés à la police indienne natale (sepoys) sous la domination coloniale britannique.

Parallèlement, un changement d'attitude s'est opéré à l'encontre du *Partido Nacionalista Vasco* et le discours du *MLNV* concernant l'*Ertzaintza* s'est fortement radicalisé au milieu des années 1990. On l'a vu, dans le Pays basque de ces années, la légitimation de la violence politique par la gauche radicale passait par une intensification et un durcissement de la lutte, avec comme nécessité impérieuse, de pousser à la participation de plus en plus de membres du mouvement — particulièrement la jeunesse— pour assurer la défense des idées basques. Pour ce faire, le dit *peuple basque* a été dépeint comme la victime de la police espagnole violant les droits individuels et collectifs mais aussi, fait nouveau, de la trahison du *PNV*, le parti nationaliste au pouvoir, qui utiliserait la "police basque" contre son peuple.

Mais ce processus est aussi le résultat d'un changement de paradigme policier et une transformation des politiques policières. En guise de description, on peut définir une première période s'écoulant des années 1970 à la fin des années 1980 pouvant être caractérisée comme une politique étatique, à caractère répressif —empreinte de culture autoritaire par exemple avec la *Guardia civil*—, diffuse —les groupes à réprimer ne sont pas distingués—, dure —fort degré de violence dans le cadre de manifestations de masse— voire sale avec les groupes antiterroristes illégaux (G.A.L) (Ferret et Crettiez, 1999). L'entrée dans la configuration répressive de la police basque, la collaboration antiterroriste avec la France, les changements profonds de culture policière, le consensus politique et la médiatisation de la question antiterroriste sont autant de variables qui ont modifié en profondeur la politique policière qui sera



désormais une politique ciblée, chirurgicale, centrée sur la communauté de la gauche radicale (Jaime Jiménez, 2001).

4.3. Ciblage policier et effets structurants

Les entretiens croisés entre un ancien dirigeant de *Jarraí* au début des années 1990 et un policier de la police basque¹³ permettent d'affiner l'hypothèse selon laquelle la politique policière a consisté à partir de 1992 à cibler les cadres dirigeants et les formateurs des jeunesses radicales de *Jarraí*, *Haika* puis *Segi* selon les noms successifs des organisations militantes basques radicales agissant dans l'orbite du mouvement nationaliste. Et, ce changement de style de policing a eu des effets pratiques sur la structuration de ces organisations et sur la violence elle-même.

C'est ainsi que le mouvement nationaliste radical considérera comme normal, à partir de l'entrée de la police basque dans la lutte antiterroriste, que l'on puisse s'attaquer à ses représentants. Cette violence fondatrice est née lors d'une séquence qui nous a été décrite lors d'un entretien avec l'¹⁴ qui l'a vécu in situ. En août 1993, un policier de l'*Ertzaintza* s'est infiltré dans la foule des manifestants en "paisano" (agent infiltré en civil): il a été repéré par un jeune et tabassé en public par un groupe de jeunes militants. Cet événement marque une rupture et transgresse un interdit: la confrontation directe avec les forces de l'ordre est permise. La police antiterroriste et les nouvelles pratiques d'infiltration *undercover* ont donc eu des effets structurants.

Les structures d'encadrement de quartiers mis en place par les organisations de jeunes radicaux vont peu à peu être décapitées avec les arrestations et la

¹³ Bilbao, 5 mars 2011, 3 heures.

¹⁴http://www.elpais.com/articulo/espana/PAIS_VASCO/ESPANA/PAIS_VASCO/JARRAI/ETA/HERRI_BATASUNA/_HB/Ertzaintza/detiene/otros/jovenes/paliza/agente/elpepiesp/19931110elpepinac_7/Tes



neutralisation des cadres formateurs, de telle sorte que les jeunes adolescents se sont retrouvés livrés à eux-mêmes et contraints de s'organiser par eux-mêmes, de s'auto-socialiser en quelque sorte. Auparavant, ces jeunes adolescents étaient formés par de plus anciens qui jouaient le rôle de référent transmettant à la fois un savoir et des codes de la violence. Pour donner un exemple, on peut évoquer un récit de notre interlocuteur datant de ses années de militantisme au début des années 1990 dans le quartier de *Rekalde*. Dans une discussion de *cuadrilla* entre adolescents, l'un des jeunes présents évoque l'assassinat d'un policier par un membre de l'E.T.A et se rit de la mort de ce dernier. Il est aussitôt repris par un cadre plus âgé le sommant de respecter la mémoire de ce policier. Or, ce cadre dirigeant n'était autre que le responsable de cette opération. Cet épisode peut contenir un enseignement important relative à la volonté de ces jeunes référents de lutte de contenir, encadrer et socialiser à une certaine violence autolimitée les plus jeunes, futurs "borrokistes". Ces séances de formation étaient informelles: elles s'organisaient autour de discussions dans les bars, les fêtes, les rencontres privées. Ces interdictions traçaient une frontière morale et prenaient la forme d'un contrôle social des pairs, ce travail étant à la fois pratique dicté par la surveillance policière infiltrée —on ne peut pas faire n'importe quoi sous peine de mettre en danger l'organisation et ses membres— et symbolique —on s'inscrit dans une communauté de sens—.

Ce contrôle social disparaît avec l'enfermement et la répression des plus anciens à partir des années 1990 provoquant une rupture de la chaîne de socialisation et une perte de multitude de savoirs techniques, organisationnels mais aussi un code moral. Les experts "movimentistas", ceux qui apprenaient comment on confectionne un cocktail Molotov ou on organise une campagne d'intimidation verbale dans le quartier ne sont plus là. Les plus jeunes vont donc devoir se socialiser dans le vide, par eux-mêmes en construisant leurs propres savoirs et leurs propres règles. La relation d'autorité symbolique qui existait entre les plus jeunes et les plus anciens disparaît également de telle sorte que la violence peut se centrer sur elle-même, se



pratiquer pour elle-même sans que personne ne rappelle les objectifs et les limites de cette dernière. Elle devient un outil pour un outil. C'est en ce sens que l'on peut dire que cette violence est potentiellement dégénérative: dans l'ouverture d'un nouvel espace de possibles et de pratiques débordant, sortant du cadre mais aucunement dans une dégénération de l'origine sociale des acteurs. Notre interlocuteur évoque par exemple le sentiment qu'il a éprouvé lors de la célèbre arrestation de la *cúpula* de l'E.T.A à Bidart en 1992 par les forces de police françaises. Selon lui, toutes ces arrestations ont pu créer un vide dans l'organisation et produire chez certains, notamment les plus jeunes, le sentiment que tout devenait possible et que l'on pouvait s'attaquer à tout par tous les moyens. Or, tout ce qui avait été mis en place dans le passé participait et continue de participer à une codification et, aussi paradoxal que cela puisse paraître, à une civilisation interne de la violence.

Cette thématique est essentielle à nos yeux et se retrouve dans les témoignages de la génération suivante chez J et G. Comme nous l'expliquent ces deux jeunes, l'organisation d'une action de *Kale Borroka* est un savoir acquis par l'expérience et respectant des codes. Une action de rue, par exemple, ne s'improvise pas. Elle se met en œuvre en fonction des circonstances et elle nécessite la capacité d'appréciation de l'opportunité d'agir, de prendre en compte l'environnement, de s'adapter à la stratégie policière in situ. Le plus souvent d'ailleurs, on évite la confrontation directe: on met le feu à un hall de métro au petit matin ou un local de distributeur bancaire cagoulé, profitant qu'il n'y ait personne dans les rues. Ces acteurs nous expliquent ainsi qu'on ne fait pas cela pour répondre à un quelconque rituel macabre:

“Sinon à quoi cela servirait-il de se masquer et de se cagouler pour agir quand les rues sont désertes et que les cameras ne sont pas là? Le prestige? A 6 heures du matin, quand personne sait que tu es là, que tu vas venir, tu es dans l'anonymat et que tu prends la fuite dès que tu as agi, on ne voit pas en quoi cela est prestigieux et vertigineux?”. (J., 3 mai 2011, Durango)



A un niveau plus théorique, il n'est pas interdit de reconnaître que le raisonnement de ces activistes ne relève pas du fantasme ou du délire de persécution. C'est sans doute une erreur fréquente commise par ceux qui s'évertuent à chercher les traces d'un simple complexe de persécution enfoui dans tel ou tel récit de lutte alimentant une passion nationaliste. Ces récits ont une vocation rhétorique évidente mais la victimisation ne saurait se nourrir simplement de mythologies. Elle a besoin d'expériences pratiques pour fonctionner et renforcer par la transmission la structure de plausibilité (Perez Agote, 2006). De sorte que cet espace confrontationnel entre police et jeunes radicaux n'est pas que discursif: il est un travail pratique de critique de l'action de l'Etat dans sa mise en œuvre de la force.

4.4. L'incohérence des chiffres et le montage policier de la réalité "borrokiste": la mise à l'épreuve de l'Etat.

Ce travail que nous appellerons contre-étatique est un travail critique pratique. Une de ces dimensions principales consiste à déconstruire les discours d'Etat, de l'Etat espagnol mais aussi de la communauté autonome basque et sa police (Arzuaga, 2010). Ce travail consiste notamment à mettre à l'épreuve les catégories des statistiques policières à partir d'une analyse fouillée des mémoires publiés par le Ministère de l'Intérieur espagnol et de sa comptabilisation des faits dits de *Kale Borroka*. Mais au delà du simple recensement des faits, c'est l'imputation logique et la construction du raisonnement d'Etat qui est contesté à la racine. Il faut ainsi entendre cette critique comme un véritable travail incessant de politisation consistant à saper les fondements de la compétence légitime de l'Etat (Jobard, 2006; Ferret, 2010). Si l'on interroge par exemple nos interlocuteurs de l'association *Gurosoak*¹⁵, l'apologie

¹⁵ L'association *Gurosoak* a réalisé un travail de synthèse de données journalistiques, de rapports élaborés par des organismes non gouvernementaux, de statistiques officielles, de dossiers et des bases de données élaborées par les avocats accrédités. Ce travail a donné lieu à l'élaboration d'une



de l'efficacité policière est sans cesse mise en cause sur la base d'une vérification des statistiques. Les faits de *Kale Borroka* constatés en 2008 sont moins nombreux qu'en 2007 mais le double qu'en 2003. "*Devons-nous à conclure qu'en 2000, avec 630 sabotages, les forces de sécurité de l'État étaient en vacances ?*" nous dit un père de famille de l'association¹⁶. Ce contre-raisonnement élaboré (Arzuaga, 2010) vise à proposer des facteurs explicatifs alternatifs. Un autre exemple peut être tiré de l'un de nos entretiens: si l'on observe les courbes des faits de *Kale Borroka* dans les années 2000, on voit qu'elles subissent des variations parfois fortes d'une année sur l'autre. L'explication officielle sera que le degré de conflictivité dépend des événements politiques —interdiction de l'organisation de jeunes radicaux *Segi*— et des stratégies plus ou moins offensives du monde *abertzale*. L'argument adverse sera tout autre: cette forte instabilité des faits comptabilisés s'explique plus simplement par le caractère purement spontané des faits de *Kale Borroka*.

4.5. Maltraitance et violences policières

Le ministère fiscal précise dans son mémoire de 2004 que "*126 personnes ont été arrêtées pour des actes de terrorisme de rue desquelles seulement 5 ont été mis en prison par les juges, les 121 restants restant en liberté*". Cette donnée sonne comme une confession pour les jeunes radicaux que nous avons rencontrés: les données officielles elles-mêmes sont un aveu d'impuissance et d'arbitraire de la pression policière. Des 1383 jeunes arrêtés par les forces de sécurité entre 2000 et 2008, 207 ont été présentés devant les organes judiciaires —en général l'*Audiencia Nacional*— après avoir été informés qu'ils étaient recherchés, ou sur dénonciation

base informatique dont nous pouvons extraire certaines conclusions à caractère global (Arzuaga, 2010).

¹⁶ Durango, 3 mai 2011, 1 heure.



lors d'interrogatoires musclés d'autres jeunes. La tendance lourde est, pour ces acteurs, celle des arrestations gratuites et massives dénotant l'inexistence d'indices rationnels de culpabilité, avalisée par le pourcentage de 61% de jeunes mis immédiatement en liberté après leur détention et celui des 11%, qui resteront libres faute de charges évidentes (Arzuaga, 2010).

De ces expériences, les gens de l'association vont en retirer un sentiment de profonde injustice et de pratiques d'arrestations arbitraires dont les récits servent de support à ce sentiment de victimisation¹⁷. La conscience politique des jeunes activistes se nourrit ainsi du rapport d'asymétrie de ressources politiques dont les différents protagonistes disposeraient: le statut judiciaire des jeunes —des clients— se transforme en identité politique —des victimes d'injustices— et l'arène policière et judiciaire se transforme elle en espace politique.

Officiellement, c'est une méconnaissance partagée entre les deux camps. Un jeu dans lequel chacun sait et ne veut pas savoir que chacun sait et ne veut pas savoir la vérité de l'échange. Comme si un déni de savoir servait de moteur commun à cet affrontement à distance dans les mots mais également dans les actes. La police basque a, de son côté, un positionnement paradoxal: c'est en quelque sorte une police de souveraineté et elle participe pourtant à la répression de jeunes basques en pilotant cette déviance politisée par un excès de force. Chez les policiers, on ne veut bien évidemment pas reconnaître que la répression puisse participer à la construction de cette violence. Les faits sont têtus et les enjeux officiellement clairs et l'on ne

¹⁷ Un documentaire réalisé en 2008 par Eñaut Tolosa et Hammudi Al-Rahmoun Font met d'ailleurs en images cette souffrance en interrogeant les familles de ces jeunes évoquant devant les caméras les détentions massives de jeunes basques, le manque de communication de l'*Audiencia Nacional*, la prison, les condamnations. Ce film assez largement diffusé et directement accessible via internet a eu un impact considérable dans la communauté radicale et participe certainement à la *mise en émotion* des réalités humaines de la *Kale Borroka*. Ce documentaire a d'ailleurs pris pour titre la "fenêtre brisée" faisant référence à la théorie américaine répressive associée dans le sens commun à la tolérance zéro.



souhaite pas entrer dans une argumentation qui fragiliserait tout l'édifice et ouvrirait la voie à des doutes exprimés sous le manteau par certains de nos interlocuteurs de la police basque. Pourtant, pour certains policiers qui s'expriment dans le cadre d'un entretien sociologique informel, il est assez évident que cette violence de rue a été instrumentalisée politiquement par le gouvernement espagnol sous la période de la présidence Aznar (1996–2004) qui a déployé un arsenal juridique et médiatique sans précédents. L'un des effets pervers de cette escalade est de placer la police basque en porte à faux vis à vis de sa jeunesse. Elle est prise dans une spirale infernale alors même que nombre de ses fonctionnaires subissent d'abord des représailles lourdes en étant associés aux forces de répression et qu'elle peut reconnaître en off que ce combat est démesuré.

J.4, haut-responsable de la *Ertzaintza* nous l'exprime parfaitement en entretien: il est très critique sur le traitement de la *Kale Borroka* dans les années 1990 et 2000 et il considère que la lutte contre cette violence a engendré beaucoup de stéréotypes non seulement sur la jeunesse basque et au delà sur tous les basques. Cet acteur relève ensuite dans le cours de l'entretien la construction très problématique, selon lui, des médias mais aussi des polices nationales comme la *Guardia Civil* et le *Cuerpo Nacional de Policía*. Un élément important lui semble très important pour que je comprenne l'enjeu: la médiatisation des années 2000 ce qu'il nomme "*l'hystérie médiatique*":

"les médias arrivaient parfois avant nous et les secours sur les lieux de violence. Aznar nous a proposé comme seule solution une politisation du terrorisme basque et un arsenal législatif délirant: on met 200 000 jeunes dans la clandestinité de fait pour leurs opinions politiques (...) Cela a été une stratégie d'aveuglement de Madrid et politiquement une volonté d'exclure la gauche abertzale du champ politique ... Or, l'erreur est que tout n'est pas E.T.A, c'est une grave erreur d'analyse et peu terminent dans l'organisation en réalité, le coût est énorme pour les autres qui ne font pas ce choix..." (J., Bilbao, 5 mars 2011)



5) HYPOTHESE 5

Les jeunes activistes sont-ils prisonniers de leur mythe? Le groupe d'amis, la cuadrilla, désormais plus ouverte, plus connectée avec les enjeux de la globalisation, plus féminisée parfois, structure évidemment la période d'adolescence et assure la politisation de l'acteur. Ces cellules affectives renouvelées assure la continuité et permettent à l'acteur de trouver un groupe de personnes qui résistent comme lui, avec lui à la démission politique d'une grande partie de la jeunesse dépolitisée. Mais, essayons de nous diriger davantage vers le sujet. Nous le disions plus haut, les catégories existantes sur la *Kale Borroka* mettent en scène des individus, des agents soit désocialisés, portés par un rituel viril, soit sur-socialisés, pris dans les filets d'organisations ou de motivations moins avouables comme l'ivresse de la violence provoquée par l'alcool, la musique ou les drogues. Dans tous ces cas de figure, nous parlons d'un individu, d'un acteur au mieux qui n'existe pas.

Pris comme sujets, ces individus revendiquent pourtant une autonomie de raisonnement et d'action. Ils réfutent l'idée selon laquelle ils seraient prisonniers de leurs mythes. Il n'y a qu'à lire ci-dessous la réponse d'un ancien membre de *Segi* à notre question sur le sens de son engagement. Nous avons essayé de le pousser dans ses retranchements en lui demandant très directement, qu'est-ce qui l'avait conduit à brûler ou casser dans la rue ?

“Cualquier reduccionismo de la espiral de elementos externos, filosófico-ideológicos, emocionales, vitales que lleva a un joven a una acción de violencia callejera, es pretender guardar un mundo en un frasco. Incluso en el caso de que se parta de la base de que son prisioneros de sus mitos —podríamos decir de su ideologías, aspiraciones, utopías— merece estudiar en profundidad esas motivaciones si queremos extraer una conclusión aceptable: ¿quién es más esclavo de los mitos, el joven que lanza una piedra por una causa —más o menos interiorizada— o el sociólogo que prejuzga? je, je...” (J., Durango, 24 mars 2011)



Ce témoignage nous rappelle à nos obligations de ne pas caricaturer et simplifier des parcours et des trajectoires, des biographies qui ne soient pas des illusions de sociologues. Ces gens vivent des choses dans leurs corps et comme Wieviorka (2005; 288) nous y invite, nous plaçons le sujet comme une catégorie centrale en tenant à distance les approches psychologiques, personalistes ou, à l'inverse purement situationnelles, expliquant principalement la violence par le contexte.

Les entretiens que nous avons menés avec G. et J2 à Durango¹⁸ vont clairement dans cette direction. J2 a 30 ans et sort tout juste de prison, où il a purgé 5 ans pour des faits de *Kale Borroka*. Quand je lui pose des questions sur sa trajectoire, il préfère parler de "recorrido" voire de parcours chaotique plutôt que d'une carrière bien tracée. Il commence par m'expliquer qu'il a toujours été un garçon actif et ceux qu'il a croisés dans la "Kale" sont tous des jeunes actifs, investis dans les sorties en montagne, les débats dans les *Ikastolas* (écoles basques), les vestiaires de clubs de sport... Concernant ces institutions qui seraient des espaces de socialisation, il m'arrête tout de suite quand j'évoque ses années scolaires. Les *Ikastolas* ne sont pas des centres d'endoctrinement: "*c'est insultant de le croire*" me dit-il; il reconnaît tout de même que certains professeurs en particulier ont pu jouer un rôle et prendre des positions marquées.

J2 est, lui, issu, d'une famille partagée entre le *PNV* pour la mère et la gauche *abertzale* pour le père. Quand je lui demande comment il en est venu à l'idée de lutter, de lancer des cocktails molotov, de brûler des voitures, de prendre des risques, il souligne l'importance des *cuadrillas*, ces amitiés et ces solidarités fortes nouées depuis tout jeune dans les fêtes de village et les moments intenses de commémoration tels que les marches en montagne. Le sport, la forme, la présentation de soi sont

¹⁸ Durango, 3 mai 2011, 2 heures 30.



d'ailleurs des signes de distinction qui éveillent notre attention. Habillés en tenue de montagne, épris de nature, les codes vestimentaires et physiques trahissent un culte de la nature: physiquement, ce sont des "sportifs" qui suivent une vie saine correspondant à leur engagement.

Cette stratégie de distinction (Bourdieu, 1979) réveille d'autres jugements de valeur chez J2 pour qui la jeunesse espagnole est dépravée, dépolitisée, tout juste bonne à organiser des "*botellones géants*". Ces signes distinctifs sont aussi des marques de contrôle de soi qui correspondent certes à une culture de la clandestinité mais également à un engagement personnel. Quand on lui demande de nous décrire une séquence de *Kale Borroka*, il sourit et puis nous dit: "*on ne fait pas n'importe quoi, on ne boit pas comme un trou, on ne parle pas à n'importe qui, on fait gaffe; nous les fêtes on contrôle. On dit qu'aujourd'hui certains borrachos se revendiquent de la Kale Borroka mais c'est 3 ou 4 connards qui vont brûler des "cajeros" à la fin d'une fête ou se battre entre eux*". J2 exprime ici une réelle inquiétude, une peur de la dégradation de la lutte et met en avant l'enjeu de la discipline interne dans les cas où des néophytes participent aux actes de sabotage comme s'il fallait toujours être conscients du risque qu'on prend. C'est pourquoi, selon eux, on ne peut participer à la *Kale Borroka* pour l'amusement.

Sur le sujet de l'idéologie nationaliste, J2 considère aussi qu'il est un peu insultant de le traiter comme un simple exécutant de basses œuvres, de le considérer comme une simple marionnette à la solde de telle ou telle organisation: "*je ne suis pas un automate et personne ne vient te dicter quelque chose d'en haut, il n'existe pas d'idéologie en manuel qu'il s'agit d'appliquer, pas d'engagement circonstancié, on est convaincu...*". Il souligne tout de même ses perspectives sociales et anticapitalistes, "*on est formé mais on ne trouve pas de jobs alors que le Pays Basque était jusque là protégé...*". Il se sent assez proche des "anti-systèmes": il est "anti-partis politiques" et nous dit qu'il est urgent de trouver de nouvelles voies



politiques. Au passage, il se moque de la qualité des hommes politiques espagnols et des débats publics qu'il considère, à certains égards, comme "*vulgaires*". Les jugements de valeur expriment ici un sentiment de supériorité, une affirmation de soi fondée sur une forme de *self control*.

Concernant la technique de la *Kale Borroka*, l'apprentissage se fait grâce aux plus anciens qui leur ont appris les techniques. J2 nous dit après un long silence: "*d'autres l'on fait avant nous*". La *Kale Borroka* est une action préparée certes mais elle dépend surtout du contexte et de l'analyse des forces en présence. Et puis, l'expérience de l'arrestation et de l'enfermement ont été structurantes. J2 nous parle notamment de ses blessures profondes et des traumatismes causés par ses passages devant les psychiatres. Il a vécu comme une violence incroyable tous les stéréotypes qui lui ont été imposés: un père violent, l'usage des drogues, l'échec scolaire, autant de caricatures dépréciatives sorties de la bouche de son analyste en prison. Cette violence résonne d'autant plus que J2 est diplômé d'une école d'ingénieur et qu'il se destine si son casier judiciaire le lui permet au développement durable.

Le récit de tortures policières durant son interrogatoire à la suite de son arrestation est un moment pesant. Nous le laissons parler et beaucoup d'anecdotes surgissent comme le récit du procès durant lequel le grand juge antiterroriste Garzon lit un prospectus touristique à l'*Audiencia Nacional* pendant qu'on lit l'accusation d'un jeune camarade. A travers ce témoignage, on mesure les coûts exorbitants d'un tel engagement quand ces actes ont été perpétrés à l'âge de 18 ans, il y a 12 ans. J2 nous avoue d'ailleurs qu'il n'avait pas conscience du risque au moment des faits imputés mais il réalisa en prison que l'on entraîne les autres dans une logique dangereuse. Sur la baisse de la *Kale Borroka* des derniers mois de 2011, l'explication paraît simple: "*les jeunes de 20 ans ont peur aujourd'hui, les lignes ont bougé, c'est encore plus risqué, il y a un climat de peur généralisé...*".



Concernant le lien organique avec E.T.A, beaucoup de réserves sont exprimées dans le cours des entretiens. Tous les acteurs prennent soin de souligner la séparation entre leurs activités et celle d'une organisation terroriste sur un plan organisationnel. Cette dernière n'est pas directement condamnée mais, dans le même temps, ils affirment l'irréductible singularité de la violence de rue. L'idée selon laquelle la *Kale Borroka* serait l'antichambre de la violence terroriste suscite des doutes fondés sur des considérations logiques.

Ainsi, si des anciens de la "Kale" ont pu rejoindre les rangs de l'organisation E.T.A, ces derniers sont minoritaires. Beaucoup d'acteurs de cellules opérationnelles de l'organisation terroriste ne viendraient pas de la *Kale Borroka* car cette forme d'engagement est fort différente et suppose des contraintes bien spécifiques. Ce n'est pas la même chose. Être passé par la *Kale Borroka*, avoir été surveillé, repéré, infiltré constituerait même pour nos interlocuteurs des risques peu compatibles avec la logique de clandestinité absolue que demande une organisation terroriste: "*en quoi une organisation si clandestine aurait intérêt à recruter un jeune condamné avec des antécédents pénaux?*".

5.1. Vigilantisme moderne, auto-justice et violence réparatrice.

Au final, il ressort de nos entretiens qu'un sentiment particulier autorise la violence chez ces jeunes activistes: une frontière morale, résultat d'un travail de démarcation et délimitation dans un groupe donné est bafouée et piétinée comme si cette violence se nourrissait de deux types de victimisations différentes justifiant une violence vigilante et réparatrice.

Une première victimisation est évidente et est le produit d'une *violence politique* que l'on doit entendre comme une violence de l'Etat central ou des partis nationalistes modérés qui empêche et bloque illégitimement le développement du Pays Basque comme collectif politique. Cette violence est plus largement alimentée par le



sentiment d'une dégénérescence de la politique, de l'Etat et de sa légitimité. Ce vigilantisme est donc un mécanisme de création de légalité par le combat du monopole de la violence, une autodéfense contre l'absence de garantie de protection efficace de ceux qui détiennent le monopole institutionnalisé de la violence.

Ce vigilantisme est ainsi légitimé socialement non pas par ses moyens de sortie mais bien par le désespoir produit par l'aporie d'une situation vécue. L'auto-justice prétend ici remplacer le mécanisme étatique par un nouvel ordre civique, utilisant la violence comme un mécanisme civil de protection d'un groupe social confronté à une violence institutionnelle étatique. Dans cet esprit règne chez ces sujets l'idée que les dés sont pipés et qu'il est nécessaire d'installer les conditions d'une auto-justice. Le vigilantisme apparaît ici comme la volonté de faire exercer une loi ou un code moral particulier de manière collective, en dehors de toute procédure judiciaire légale dont on souligne l'inanité.

Mais il est une seconde *violence sociale* qui interdit le développement de la condition sociale individuelle. Ce sentiment d'exclusion sociale et de peur du déclassement traverse les jeunes basques et peut relier des jeunes aux origines sociales très différentes, raison pour laquelle cette violence urbaine n'est pas surdéterminée socialement (Olabuenaga, 2005) comme si cette violence urbaine révélait une nouvelle frontière non plus entre monde ouvrier et monde protégé mais entre inclus et exclus. Dans les témoignages, une inquiétude se fait jour: celle de jeunes diplômés qui expriment une forme de désillusion démocratique rejoignant celle déjà revendiquée par de jeunes altermondialistes ou désormais "indignés". Ils expriment également une angoisse dans l'avenir proche d'une "liberté conditionnelle": la société basque assure un confort matériel mais cette liberté économique dépolitise et désolidarise les individus soumis au risque de la société postindustrielle. On est ni libre, ni esclave. Plus profondément, l'acteur se considère comme nié dans comme personne et citoyen en solidarité avec la violence sociale subie par les autres jeunes limités



dans la réalisation de soi en étant réduit à un simple agent économique soumis à la pression du marché, la société de consommation et l'apathie politique.

Ces deux formes de victimisation génèrent ce que nous appelons une violence vigilante qui fonctionnerait tel un système de veille, une alerte adressée à des consciences assoupies mais également, plus activement comme une violence répondant à une agression. Mais, elle est aussi, pour ses acteurs potentiels, une violence réparatrice et une violence victimaire alimentée sur un plan émotionnel par l'expérience directe ou indirecte de la violence rivale; c'est une violence léguée (*d'autres l'ont fait avant nous*) et, enfin, une violence protégée par un environnement et un soutien social.

6) CONCLUSION

Nous n'avons pas ici le temps de revenir plus amplement sur les enseignements d'un regard croisé entre les violences urbaines françaises et la violence de rue au Pays Basque. Pourtant, il nous semble que dans les deux cas, on observe une porosité de la frontière entre violence sociale et violence politique dans des configurations différentes. Cette violence sociale urbaine est politique, toujours; plus ou moins politique dans ses projets, et plus ou moins politique dans l'interprétation que le champ social lui confère ou lui dénie. De même, les engagements personnels dans ces violences ne sont pas immuables: on peut entrer mais également sortir de la violence qui n'est pas, un moteur de l'engagement *per se* et ce malgré l'étiquette attribuée par le droit, la politique ou le champ médiatique.

Pour ce qui est des "borrokistes", cette porosité des frontières entre violence et non violence, entrée dans la violence ou sortie de la violence, entre social, politique nationalisme peut être confirmée par l'émergence de nouvelles trajectoires d'engagement qu'il s'agira d'étudier plus systématiquement dans un travail ultérieur. Le passage de certains anciens jeunes radicaux par exemple à d'autres formes de



lutte sont autant de voies possibles pour sortir de la violence. Un premier exemple peut être donné par un de nos interlocuteurs, ancien membre de *Jarra* qui est aujourd'hui investi dans un mouvement *okupa* du quartier de *Rekalde* et le cas de *Kukutza* du nom d'un centre social autogéré évacué avec violence par la police basque au mois de septembre 2011 (Collectif Txalaparta, 2011).

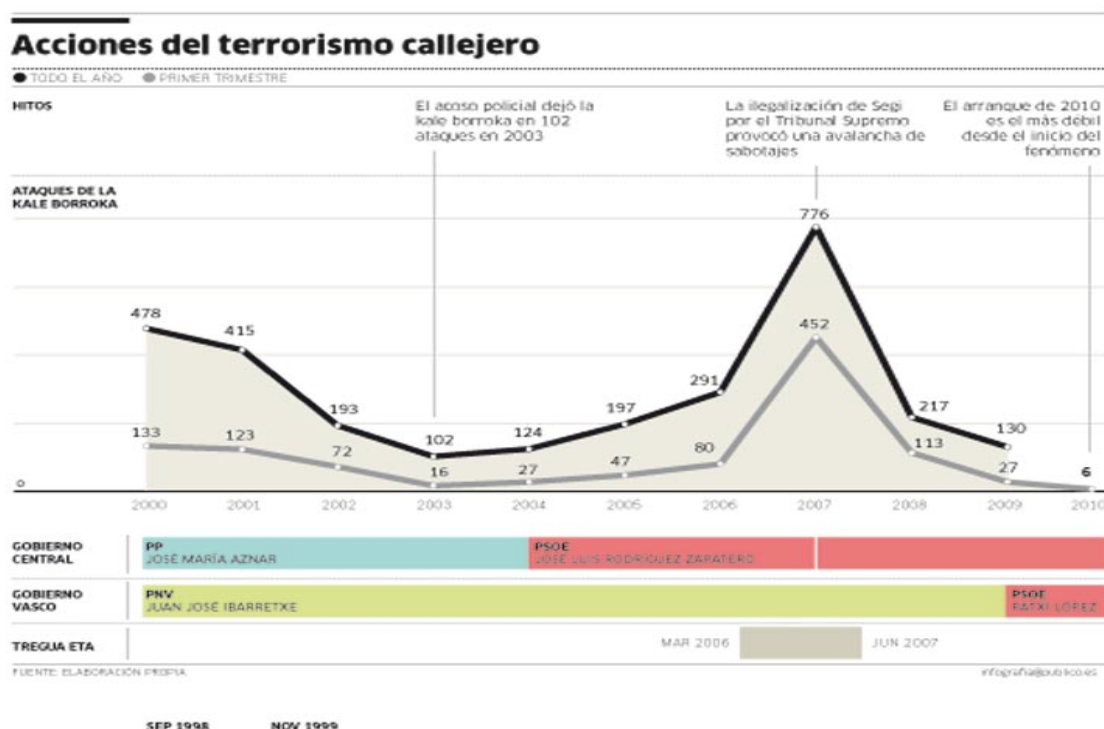
Un nouveau champ d'analyse peut être également repéré dans les luttes sociales organisées dans le sillage des réformes des universités en Europe dites processus de Bologne qui ont suscité nombre de résistances dans les universités basques à partir du milieu des années 2000. Les travaux de Fernández (2011) sur ce terrain montrent que certains jeunes activistes ont pu se reconvertir dans la lutte alter-globalisation par l'investissement sur la question universitaire, la critique de la privatisation de l'Enseignement supérieur étant aussi traversée par la question basque.

Enfin, il est permis de lancer une hypothèse de travail sur la reconversion institutionnelle plus classique avec l'entrée en politique d'anciens "borrokistes" inscrits sur les listes électorales aux élections municipales basques de mai 2011. Nous ne l'avons pas commenté dans cet article, mais il sera intéressant d'apprécier l'ouverture politico-institutionnelle de ces derniers temps, après la légalisation de la plateforme *Bildu* par le Tribunal Constitutionnel Espagnol et l'incorporation massive des jeunes radicaux listes électorales en mai 2011. Cette participation dans les institutions locales peut aussi signifier une canalisation des intérêts qui trouvaient auparavant leur unique expression dans la réaction violente signe d'une intériorisation de l'idée selon laquelle il faut changer la forme de la confrontation avec l'Etat. Ce nouvel espace de possibles renforce pour le moins le mystère de toute violence de rue et son inscription profonde dans les réalités sociales.



NOTE DE CONTEXTE

Nous proposons cet encadré contextualisant la *Kale Borroka* pour le lecteur non spécialiste de la *question basque contemporaine*.



Formes et évolution de la Kale Borroka: comme nous l'avons expliqué dans le texte qui précède, la *Kale Borroka* est apparue au début des années 1990 au Pays Basque. C'est une violence qui a été très médiatisée. C'est une violence de rue d'intimidation perpétrée par des groupes de jeunes s'attaquant principalement à des distributeurs bancaires, des équipements publics, des sièges sociaux de partis politiques, de banques. Si l'on regarde les courbes de cette violence alimentées par les faits enregistrés selon les qualifications policières, on note une évolution structurellement descendante depuis la fin des années 2000 avec des pics qui correspondraient, selon l'interprétation policière, à l'adoption et les effets de différentes stratégies répressives (tableau ci-dessus, 2010, *Source: Publico.es, 06-04-2010*). Pourtant, si elle est moins médiatisée aujourd'hui depuis deux ans environ et si les dis-



cours publics policiers et politiques annoncent la fin de la *Kale Borroka*, elle n'a pas pour autant disparue. Des actes de *Kale Borroka* sont encore recensés¹⁹. C'est pourquoi, nous nous empressons de préciser que des opérations pourtant simples au premier abord consistant à mettre en forme des séries de chiffres établis par les services de police, à tenter de dégager des régularités statistiques et à proposer des explications sur les variations, posent de nombreux problèmes. Elles sont déjà des interprétations en soi qui prennent les faits pour des réalités objectives et peuvent participer à une réification du phénomène. Statistiquement, on le sait, cette qualification de *Kale Borroka* entendue par le droit pénal espagnol comme un *terrorismo callejero* (terrorisme de rue ou de basse intensité), agrège des réalités différentes comme dans le cas des violences urbaines en France (Ocqueteau, 2006). Les notions de *Kale Borroka*, "anti-sistemas" en Espagne ou *violences urbaines* en France ont une dimension en partie artificielle en ce qu'elles deviennent des catégories bureaucratiques opérationnelles qui ne prennent pas en compte la complexité des réalités sociales. Pour cause: elles sont pensées comme des outils pénaux de luttes policière et judiciaire et non comme des idéaux types permettant la compréhension.

Il en va de même pour la législation destinée à lutter contre ce type de violence. Cette dernière est organiquement associée au terrorisme d'E.T.A par les juges antiterroristes: la *Kale Borroka* serait une étape obligatoire, une "école de la violence" pour un jeune radical avant de passer à l'action terroriste. C'est pourquoi, l'arsenal législatif espagnol est exceptionnel en la matière. Il prévoit principalement l'illégalisation des organisations de jeunes proches de la mouvance radicale basque, la plus récente *Segi*, interdite en 2007 et des peines d'emprisonnement ferme pour les jeunes "borrokistes". Cet arsenal est, comme en France, centralisé ce qui signifie qu'un jeune soupçonné de *Kale Borroka* est déféré devant l'*Audiencia Nacional*, cour

¹⁹ <http://www.deia.com/2012/03/22/politica/euskadi/detenidos-dos-jovenes-tras-otro-ataque-de-kale-borroka-en-gasteiz>



spéciale antiterroriste basée à Madrid. On peut dès lors donner des faits bruts mais en répétant que la construction et la stabilisation de cette réalité *Kale Borroka* est en enjeu en soi, puissamment performatif et alimentant une critique permanente de la construction de cette réalité par les polices et la justice espagnole (Arzuaga, 2010).

Il peut être intéressant sur un plan sociologique d'éviter ces pièges en proposant un tableau des différentes formes d'expression de *Kale Borroka*. En travaillant un peu notre intuition initiale, il apparaît clairement qu'il existe non pas une mais des *Kale Borroka*. En effet, selon les données matérielles mais aussi visuelles que nous avons récoltées, plusieurs formes de *Kale Borroka* doivent être distinguées sans qu'il soit possible d'identifier un scénario unique:

1— il y a certes cette *Kale Borroka* spectaculaire faite de sabotages, d'attaques directes spontanées ou organisées contre des distributeurs bancaires, des voitures, des bus, des containers...

2— mais il y a aussi une *Kale Borroka* silencieuse, routinière, non spectaculaire, qui ne se donne pas à voir. C'est une *Kale Borroka* quotidienne faite, elle, d'attaques indirectes, d'insultes verbales envers les habitants d'un quartier, des commerçants, des élus, des pressions psychologiques, des bousculades, des rumeurs, des *pintadas*, malveillances, les harcèlements ... Elle installe un climat, un silence obligé, un espace d'interdits dans les universités, les discussions...

3— dans les formes visibles, surmédiatisées, il faut bien prendre le temps de distinguer celles qui mettent en présence les jeunes et les forces de polices de celles où ces acteurs ne sont pas en présence. Dans cette troisième famille, on peut proposer 3 scénarios:



a– un scénario marginal est celui constitué par des affrontements directs entre jeunes et polices, la violence physique pouvant devenir incontrôlée par leurs protagonistes;

b– une violence sans présence policière, les jeunes s'attaquant à des cibles sans riposte in situ;

c– un troisième scénario que nous nommerons *zone grise* peut être définie comme un espace topographique où les acteurs semblent être en présence mais ne s'affrontent pas directement.

Répression et polices: trois organisations policières sont en charge de la lutte contre cette *Kale Borroka* au Pays Basque. Deux d'entre elles sont des "polices d'Etat", la Guardia Civil et la Cuerpo Nacional de Policía et la troisième est ce que l'on appelle une "police autonome" en référence au statut d'autonomie du Pays Basque espagnol adopté en 1979. Ce statut confère au Pays Basque mais également à la Catalogne le droit de créer une "police intégrale" sur le territoire de cette autonomie. La *Ertzaintza*, du nom de cette police autonome, a été créée en 1982 et compte aujourd'hui près de 8000 agents. Elle joue un rôle dans la lutte antiterroriste dans le cadre d'une politique de coordination avec les services de renseignement des polices d'Etat. Mais, comme nous l'avons dit plus haut, présenter le rôle de cette police dans la coproduction et la régulation de la violence de rue est une étude en soi qui n'existe d'ailleurs pas. Elle impliquerait une sociologie historique et pragmatique du rôle de cette police, des concurrences et des résistances à l'œuvre dans la coopération entre polices d'Etat et police autonome dans la lutte antiterroriste comme nous avons essayé de le faire à la fin des années 1990 (Ferret, 1999).

L'*Ertzaintza* est une organisation policière placée sous le contrôle politique du gouvernement autonome basque, à la différence des polices d'Etat qui, elles, répondent aux injonctions du gouvernement central espagnol. Son activité est ainsi travaillée par d'intenses luttes politiques, à la fois entre "Madrid" et "Bilbao" mais également



en son sein par les différentes luttes politiques internes au champ politique basque, entre le *PNV*, au pouvoir jusqu'en 2009 et le *Partido Socialista Vasco* actuellement au pouvoir depuis 2009. Cette police a pu être accusée de "*passivité*"²⁰ du fait de son caractère de police de la communauté autonome basque et de l'origine locale de ses agents alors même que 16 agents de cette police ont été assassinés par E.T.A depuis sa création au début des années 1980, qu'elle avait procédé à l'arrestation de 174 activistes à la fin des années 2000 et qu'elle a créée en 2009 (mise en place, février 2010) une *División Antiterrorista y de Información* prenant la suite de la *Unidad de Información y Análisis y de la Unidad de Desactivación de Explosivos*. Le rôle de cette police est principalement de désactiver la *Kale Borroka* en profitant de son ancrage territorial dans les villes et de ses compétences de *police intégrale*, à savoir police de sécurité publique et du trafic routier.

NOTE METHODOLOGIQUE

Nous avons commencé notre étude de cas au mois de mai 2010. Une première phase exploratoire et de préparation du terrain s'est déroulée jusqu'au mois de janvier 2011. Une seconde phase de terrain s'est elle déroulée entre les mois de février 2011 et décembre 2011.

Nous avons réalisé une revue critique de la littérature entre le mois de mai 2010 et le mois de janvier 2011. Nous avons parallèlement isolé deux enquêtes de terrain parmi tous les travaux que nous avons pu lire, ces deux enquêtes contenant des témoignages de jeunes radicaux basques évoquant directement l'expérience de la *Kale Borroka*. Nous nous sommes ainsi appuyés sur des entretiens réalisés par Van den Broek en 1999, publiés en 2004, puis par Perez Agote publiés en conclusion de son livre de 2006, des entretiens également réalisés au début de l'année

²⁰ El papel de la Ertzaintza, *El Pais*, 27 janvier 2010.



2000. Nous avons utilisé ces entretiens comme des sources secondaires. Nous avons essayé de les mobiliser tout en étant conscient des limites évidentes d'un tel travail: nous ne disposons pas des retranscriptions brutes et des informations plus précises sur le contexte de la conduite de ces interviews.

Nous avons également eu l'opportunité inespérée de pouvoir exploiter des données originales issues d'une série de sondages réalisés par un cabinet d'analyse du gouvernement basque sous la direction du sociologue Olabuenaga, dont une partie des résultats ont été publiés en 2002 puis en 2005. Ce rapport sur la *Violencia Juvenil en el País Vasco* (Olabuenaga, 2005), a été élaboré à partir des résultats d'une série de sondages réalisés auprès de 1200 jeunes basques âgés de 15 à 30 ans en 2002. Nous avons réalisé une séance de travail avec Olabuenaga le 16 décembre 2012 à Bilbao.

Nous avons enfin pu disposer d'un autre matériau inédit grâce à une association *Gurasoak*, association créée en 1996, par des parents d'enfants emprisonnés ou arrêtés pour des faits de *Kale Borroka*. En 2009, les dirigeants de cette association ont confié un travail de compilation statistique à un jeune avocat nationaliste qui défend cette dernière. Ce dernier s'est procuré les actes d'accusation de 1663 jeunes activistes mis en cause entre 1992 et 2007. Ce travail a été publié dans un livre en 2010 aux éditions Txalaparta (Arzuaga, 2010).

A *Durango* et *Bilbao* (quartier *Rekalde*), nous avons pu rencontrer et interviewer 1 ancien membre de *Segi*, intermédiaire précieux avec qui nous avons réalisé 11 échanges de courriers électroniques entre le 4 mars 2011 et le 3 octobre 2011. Nous avons ensuite réalisé 9 entretiens approfondis avec des jeunes, anciens acteurs de la *Kale Borroka*, ayant tous accompli des peines de prison (avec lesquels nous continuons d'échanger), 1 entretien avec le père de deux jeunes de la *Kale Borroka*, membre de l'association des parents de jeunes emprisonnés, *Gurosoak* (semaine du 2 au 6 mai 2011, Durango). Nous avons également réalisé deux



entretiens approfondis avec un ancien responsable de *Jarraï* les 2 mai 2011 et le 15 décembre 2011 et un entretien individuel avec l'ancien directeur de la cellule d'analyse de la police autonome basque le 6 mai 2011 à Bilbao avec lequel nous avons eu par la suite 3 entretiens téléphoniques.

Nous avons dans un second temps réalisé 2 longs entretiens avec un ancien de *Jarraï*, 4 entretiens complémentaires avec les acteurs de la *Kale Borroka* interviewés en mai 2011 et 1 entretien original avec un acteur sorti de prison pour appartenance à E.T.A et ancien « borrokiste ». Au total, ce sont 16 entretiens approfondis qui ont été réalisés et 11 échanges par courrier électronique.

La tâche a été pour le moins difficile, qui plus est pour un sociologue français s'aventurant dans un contexte basque très dense. En ce qui concerne ces "jeunes", la situation d'entretien n'est pas des plus faciles et sur bien des points, elle est même un défi aux manuels de méthodologie en sciences sociales. La rencontre avec ces acteurs relève d'un protocole bien particulier. Pendant l'entretien, vous sentez poindre un questionnement permanent proche de la suspicion de la part de ceux que vous interrogez: ils doutent de votre démarche ou plutôt l'associent à ces interrogatoires psychologiques qu'ils ont subis durant leur procès: "*Tu vas toi aussi me demander si mon père m'a battu durant mon enfance ou si j'ai une personnalité violente (sourires des intéressés)*" me dit l'un deux en me racontant quelque peu halluciné le questionnaire qu'on lui a imposé avant son incarcération et ses rencontres avec les « psys ». Cette étape de consigne est d'ordinaire une formalité. Elle est, dans cette situation particulière, stratégique: vous jouez votre crédibilité et vous devez passer un temps conséquent à expliquer, réexpliquer ce que vous cherchez à comprendre. Cette tension modifie profondément l'économie de votre relation avec cet acteur et celle de votre recherche et vous avez donc les plus grandes difficultés à créer les "conditions de félicité" qui permettent de neutraliser dans l'interaction les effets des expériences et des engagements idéologiques (Bonelli, 2011, Khosrokhavar, 2004).



Pourtant, dans le projet de sociologie phénoménologique que nous poursuivons, il convient, pour celui qui observe ne pas se faire attraper par les acteurs voire s'effacer en pensant qu'on est moins légitime que ceux qui nous parlent de violence pour l'analyser. Même si cela est difficile en situation, il nous revient de nous situer, nous resituer en laissant certes la parole à des acteurs que l'on interroge rarement dans une perspective compréhensive tout en gardant à l'esprit le rôle particulier de la sociologie.

7) BIBLIOGRAPHIE

- Aretxaga, B., 1989, *Los funerales en el Nacionalismo Vasco*, Bajora, Bilbao.
- Aretxaga, B., 2000, "A Hall of Mirrors: On the Spectral Character of Basque Violence" en W, Douglass, al. eds., *Basque Politics and Nationalism on the Eve of the Millennium*, Reno: Nevada University Press, pp. 115-26.
- Arzuaga, J., 2010, *La maza y la cantera. Juventud Vasca, represión y solidaridad*, Txalaparta, Bilbao.
- Bonelli, L., 2011, "De l'usage de la violence en politique", en *Cultures et Conflits*, 81-82, pp. 7-16.
- Bourdieu, P., 1980, *Le sens pratique*, Minuit, Paris
- Bourdieu, P., 2012, *Sur l'Etat, Cours au Collège de France (1989-1992)*, Raisons d'agir/Seuil, Paris.
- Bourdieu, P., 1979, *La Distinction*, Minuit, Paris.
- Brandom, R., 2011, *Rendre explicite, Raisonnement, représentation et engagement discursif*, Cerf, Paris.
- Casquete, J., 2009, *En el nombre de Euskal Herria. La religión política del nacionalismo vasco radical*, Tecno, Madrid.
- Cefai, D., 2007, *Pourquoi se mobilise-t-on? Théories de l'action collective*, La Découverte, Paris
- Combes, H., Fillieule O., 2011, "De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire", en *Revue Française de science politique*, 6, 61, pp. 1047-1072.
- De La Calle, L., 2007, "Fighting for Local Control: Street Violence in the Basque Country", en *International Studies Quarterly*, 51, 2, pp. 431-455.



- Douglass, W.A., Zulaika, J., 1990, "On the Interpretation of Terrorist Violence: ETA and the Basque Political Process", en *Comparative Studies of Society and History* 32/2, pp. 238-257.
- Dubet, F., 1994, *Sociologie de l'expérience*, Seuil, Paris.
- Elzo, J., 1996, *Plan de actuación del gobierno para el desarrollo de los valores democráticos y fomentos de actitudes de solidaridad, tolerancia y responsabilidad en los adolescentes y jóvenes vascos*, Vitoria-Gasteiz, Eusko Jaurlaritz, Internal Document.
- Fernández González, J., 2011, "Movimiento estudiantil en Euskal Herria: hegemonías y subjetividades en disputa", Ponencia en Jornadas: los movimientos sociales, el reconocimiento político de Euskal Herria como sujeto político y el derecho de autodeterminación, Universidad Pompeu Fabra, 13-14 octubre 2011.
- Fernández, J., 1989, *La Autovía en el Espejo*, Bilbao, Txalaparta.
- Ferret, J., 2009, "La violence politique totale: quatre versus sociologiques paradoxales", en *International Review of Sociology*, 19, 3, pp. 379-386.
- Ferret, J., 1999, "La construction par le bas de la lutte antiterroriste: une analyse microsociologique de la coopération policière franco-espagnole au Pays Basque", en J. Ferret y X. Crettiez, X., 1999, *Le silence des armes ? L'Europe à l'épreuve des séparatismes violents*, La documentation Française, Paris, pp. 115-140.
- Ferret, J., 2010, "¿Quién gobierna cuando nadie gobierna?", en *Metrópolis. Revista de Pensamiento Social*, disponible en: <http://www.barcelonametropolis.cat/es/page.asp?id=23&ui=343>
- Ferret, J., Crettiez, X., 1999, *Le silence des armes? L'Europe à l'épreuve des séparatismes violents*, La documentation Française, Paris.
- Funès, M.J., 1998, *La salida del silencio. Movilizaciones por la paz en Euskadi 1986-1998*, Akal, Madrid.
- Gurruchaga, C., 2001, *Los jefes de ETA*, La Esfera. Madrid.
- Huan Porrah, B., 2006, *Negación Punk en Euskal Herria*, Txalaparta, Bilbao.
- Jiménez, O.J., 2001, *Polición Terrorismo y cambio político en España, 1976-1996*, Tirant lo blanc, Valencia.
- Jobard, F. 2006, "Sociologie politique de la racaille. Les formes de passage au politique des « jeunes bien connus des services de police »", en H. Lagrange y M. Oberti (dirs.), *Émeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Presses de Sciences-Po, Paris, pp. 59-79.
- Khosrokhavar, F., 2004, *L'Islam dans les prisons*, Balland, Paris.



- Kukutza Gaztetxea (Coll.), 2011, *Ellos por el dinero. Nosotros por el placer*, Txalaparta, Bilbao.
- Letamendia, F. 1997, *Juego de espejo: conflictos nacionales centro-periferia*, Trotta, Madrid.
- Lizarralde, I., 2009, *La autovía del Leizarán y el problema del TAV*. Disponible en: <http://www.goizargi.com/2009/rtf/laautoviadeleizaranyelproblemadeltav.rtf>.
- Macé, E., 1999, “Les violences dites “urbaines” et la ville: du désordre public au conflit dans l’espace public”, en *Les Annales de la Recherche Urbaine*, 83–84, pp. 59–64.
- Ocqueteau F., 2006, “Peut-on vraiment définir les « violences urbaines »?”, en Rapport INHES/OND 2006 de l’Observatoire National de la Délinquance, Inhes, Paris.
- Ocqueteau, F., 2007, “Les émeutes urbaines de l’automne 2005: cadres d’analyse et points aveugles de la sociologie française”, en *Sociologie du travail*, 49, 4, pp. 531–543.
- Oiarzabal, P. J., 2002, “Kale Borroka: discursos de los Medios de Comunicación”, en *Hermes: pentsamendu eta historia aldizkaria, revista de pensamiento e historia*, 7, pp. 34–47.
- Oliver, P., 2008, “Repression and Crime Control: Why Social Movement Scholars Should Pay Attention to Mass Incarceration as a Form of Repression”, en *Mobilization: The International Quarterly*, 13, 1, pp. 1–24.
- Perez Agote, A., 2006, *Social roots of Basque Nationalism*, University of Nevada Press, Reno.
- Perez Agote, A., 2010, “Prophétie auto-réalisée et deuil non résolu. La violence politique basque au XXIe siècle”, in X. Crettiez y L. Muchielli, *Violences Politiques en Europe*, La Découverte, Paris.
- Quintana Sánchez, D., 2011, *La contendía política vasca: análisis de trayectoria*, Universidad País Vasco, Máster en Gobernanza y Estudios Políticos, Bilbao.
- Reinares, F., 2001, *Patriotas de la Muerte*, Taurus, Madrid.
- Ruiz Olabuenaga, J.L., 2005, *Kale Borroka. Violencia Juvenil Vasca*, Roneo, San Sebastián.
- Tejerina, B., 2001, “Protest cycle, political violence and social movements in the Basque Country”, en *Nations and Nationalism*, 7, 1, pp. 39–57
- Tejerina, B., 2010, *La sociedad imaginada*, Trotta, Madrid.
- Tilly, C., 2010, “La violence collective dans une perspective européenne”, en *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 19, pp. 183–214.



- Van den Broek, H. P., 2004, "The legitimation of Street Violence in the Political Discourse of Radical Basque Nationalists", en *Terrorism and Political Violence*, 16, 4, 714-736.
- Wieviorka, M, 1998, "Le nouveau paradigme de la violence (Parties 1, 2 et 3)", en *Cultures & Conflits*, 29-30, [En ligne], mis en ligne le 16 mars 2006. Disponible en: <http://conflits.revues.org/index724.html>.
- Wieviorka, M., 1994, "Militantes del PNV analizan la lucha armada", en *Ayer*, 13, pp. 211-236.
- Wieviorka, M., 2005, *La violence*, Hachette, Paris.

Protocolo para citar este texto: Jérôme Ferret, 2012, "Crise sociale, question nationale et violence urbaine. Retour sur la mystérieuse *Kale Borroka* en Espagne", en *Papeles del CEIC*, nº 84, CEIC (Centro de Estudios sobre la Identidad Colectiva), Universidad del País Vasco, <http://www.identidadcolectiva.es/pdf/84.pdf>

Fecha de recepción del texto: febrero de 2012

Fecha de evaluación del texto: abril de 2012

Fecha de publicación del texto: septiembre de 2012